



Section du Bas-Rhin

CTL du 27 juin 2016 - Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Depuis des semaines, le gouvernement, sourd aux revendications, prétend imposer sa réforme du code du travail très largement inspirée des thèses du patronat et dont une majorité de salariés, voire de citoyens, ne veut pas.

A la DGFIP, la surdité de la Direction Générale n'est pas moindre. Prenant exemple sur le Premier ministre, le Directeur Général n'hésite pas à passer en force en érigeant, fin mai, en « lignes directrices » les pistes de réflexion présentées en groupe de travail. Pourtant, les discussions avec les organisations syndicales sont en cours...

Alors qu'il exhorte à travers cet écrit l'ensemble des personnels à la résignation et à l'adaptation permanente à des moyens en constante diminution, que dans le même temps, il lance des expérimentations de « back office » dans le secteur public local préfigurant à terme la disparition du comptable public dans le SPL et la transformation des postes comptables en coquilles vides, il affirme vouloir au contraire améliorer la qualité du service rendu et les conditions de travail des personnels.

Ces lignes directrices amènent deux mots dans nos esprits : provocation et renoncement.

Provocation parce que ce document est sorti alors que la situation du réseau de la DGFIP et le désarroi des collègues n'a jamais été aussi catastrophique.

Renoncement, parce que c'est le titre que la lecture de cette prose nous a inspiré en lieu et place de « lignes directrices de la DGFIP ».

Où se trouve l'ambition pour nos services, le développement de nos missions et la valorisation de nos savoir-faire ?

Le Directeur général a écrit : « il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité ».

Cette dernière phrase en dit à elle seule plus que tout le reste.

Il avoue avoir renoncé à tenter d'obtenir des moyens humains et budgétaires pour assurer l'ensemble des missions.

Rechercher des gains de productivité, pour pouvoir continuer vaille que vaille à fonctionner, nous sommes certains que la DG s'y emploie quasiment à plein temps...

Mais le numérique n'est pas la solution à tout.

Les personnels et leurs représentants attendent, au contraire, que le DG aille chercher les moyens d'offrir à nos concitoyens, y compris les plus fragiles et les plus démunis, la qualité de service qu'ils sont en droit d'attendre, pas que le DG nous invite à accepter, à nous résigner, à devoir faire toujours mieux avec toujours moins.

L'application de la lettre de cadrage de Matignon, préalable au débat d'orientation budgétaire, invitant à diminuer les effectifs de 2%, à stabiliser la masse salariale, et à ne programmer

aucune mesure catégorielle nouvelle dans le cadre d'un budget en diminution de 5 % ajoutera une nouvelle couche d'austérité au quotidien déjà bien morne des agents des Finances publiques.

2% de moins dans les effectifs, soit presque 2800 emplois, un budget en diminution de 5%, la stabilisation de la masse salariale et aucune mesure catégorielle nouvelle constituent, à n'en pas douter, des annonces particulièrement stimulantes pour les personnels...!!!

Aucun des palliatifs à la réduction des moyens que l'on aborde CTL après CTL, qui sont ou seront mis en place ne s'inscrit ni dans le long terme ni dans une vision stratégique et ambitieuse.

Enfin, en proposant des règles de gestion différenciées entre les nouveaux entrants et les agents déjà en place, la DG prépare toutes les conditions de la division des personnels et à terme leur impossibilité à travailler en équipe.

Le directeur général veut-il pousser les agents, lassés de devoir perpétuellement s'adapter à de nouvelles contraintes, à en arriver au renoncement qu'il prône dans ses « lignes directrices » ?

Il existe plusieurs manières de mourir, le renoncement en fait partie.

Ce ne sera pas le cas des élus et représentants FO DGFIP.